

F.H.R

Etudes et réalisations d'urbanisme

Rue de Lignières
80500 GUERBIGNY

Téléphone : 03 22 37 09 86

Fax : 03 22 37 09 87

E-mail : FHR@wanadoo.fr

Département de la Marne

COMMUNE
DE LIVRY-LOUVERCY

PLAN LOCAL D'URBANISME

MODIFICATION

REGLEMENT

ACTE REÇU LE
19 SEP. 2006
PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.

Modification approuvée le 04 Septembre 2006

SOMMAIRE

TITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

- Chapitre I - Zone U
- Chapitre II - Zone UE

TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

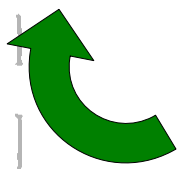
- Chapitre III - Zone 1 AU

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PROTEGEES

- Chapitre V - Zone A
- Chapitre VI - Zone N

Annexe

- Dispositions du Conseil Général de la Marne portant « refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales », notamment en ce qui concerne le recul d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques (art. 2.11) et fixant les distances d'implantation des éoliennes par rapport au domaine public routier départemental.



TITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES **AUX ZONES URBAINES**



CHAPITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U

CARACTERE DE LA ZONE

La zone urbaine comprend trois secteurs :

- le secteur UA correspond au centre ancien à vocation d'habitat, de services, d'artisanat et de commerces,
- le secteur UB correspond à l'urbanisation récente,
- le secteur US correspond à la zone de sports et de loisirs.

ARTICLE U 01 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les dépôts de véhicules prévus à l'article R 442-2 du Code de l'Urbanisme,
- les affouillements, exhaussements de sol et exploitations de carrières,
- l'aménagement de terrains de camping et de caravanning,
- le stationnement de caravanes ou abris mobiles pendant plus de 3 mois,
- les silos agricoles collectifs,
- les installations agricoles soumises à autorisation et à déclaration,
- les constructions et installations à usage industriel.

ARTICLE U 02 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

- les constructions à usage d'habitation, de commerce, de service,
- les constructions à usage agricole sauf celles citées à l'article U 01,
- les constructions et installations à usage artisanal,
- les équipements collectifs.

En secteur US, les seules constructions autorisées sont :

- les constructions et installations d'équipements collectifs d'ordre scolaire, culturel, sportif ou de loisirs, ou de sécurité (pompiers), ainsi que les locaux des services municipaux,

2) LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SUIVANTES NE SONT ADMISES QUE SI ELLES RESPECTENT LES CONDITIONS CI-APRES :

Les installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception de celles citées à l'article U 01, à condition qu'elles n'entraînent, pour le voisinage, aucune incommodité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité, ni aucun sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens.

En outre, leurs exigences de fonctionnement, lors de leur ouverture ou à terme, doivent être compatibles avec les infrastructures existantes, notamment les voiries et l'assainissement et les équipements collectifs nécessaires au personnel de l'installation.

ARTICLE U 03 - ACCES ET VOIRIE

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans les conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qui y sont édifiés, notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

1) ACCES

Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers de ces voies et celle des personnes utilisant ces accès.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2) VOIRIE

Tout terrain non desservi par une voie d'au moins 4 mètres de largeur d'emprise est réputé inconstructible.

ARTICLE U 04 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1) ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable, conformément aux prescriptions techniques et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le branchement est à la charge du constructeur.

Les constructions qui ne peuvent être desservies en eau (activités grosses consommatrices d'eau) ne sont pas admises à moins que le constructeur ne réalise à sa charge les dispositifs techniques permettant de les raccorder au réseau d'eau existant.

2) ASSAINISSEMENT

La construction ou l'installation nouvelle doit être raccordée au système collectif d'assainissement et si ce n'est possible, elle doit être pourvue d'un système réglementaire conformément aux prescriptions sur les fosses septiques ou appareils équivalents, et évacués conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

ARTICLE U 05 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE U 06 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être édifiées soit à l'alignement de la voie publique, soit en observant un recul minimum de 5 mètres par rapport à celui-ci.

Dans le cas où la construction n'est pas édifiée à l'alignement, ou lorsque la construction ne joint pas les deux limites séparatives latérales, l'alignement doit être matérialisé par une clôture minérale qui peut être percée de portes ou de grilles simples ou par une clôture végétale.

Pour les constructions existantes dont l'implantation ne correspond pas aux règles énumérées ci-dessus, un agrandissement dans la prolongation des façades existantes est permis dans la mesure où il ne gêne pas la réalisation de l'alignement.

Pour les constructions existantes, en cas de sinistre, la reconstruction à l'identique est autorisée.

ARTICLE U 07 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions seront édifiées :

- soit sur limite,
- soit en retrait d'une distance au moins égale à la moitié de leur hauteur avec un minimum de 3 mètres.

Pour les constructions existantes, en cas de sinistre, la reconstruction à l'identique est autorisée.

ARTICLE U 08 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Deux bâtiments non jointifs dont l'un au moins à usage d'habitation, doivent respecter l'un par rapport à l'autre une distance au moins égale à 3 mètres.

ARTICLE U 09 - EMPRISE AU SOL

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE U 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

En aucun cas, la hauteur d'une construction mesurée à partir du sol naturel, jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus, ne peut dépasser 10 mètres.

Toutefois, cette hauteur maximale pourra être majorée en fonction d'impératifs techniques pour les silos.

Pour les constructions existantes, en cas de sinistre, la reconstruction à l'identique est autorisée.

ARTICLE U 11 - ASPECT EXTERIEUR

Conformément à l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme, les constructions doivent respecter en particulier les prescriptions suivantes :

- il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts. Le traitement des façades des bâtiments principaux et des annexes doit présenter une certaine unité,
- les chiens assis ne sont pas autorisés mais un autre type d'ouverture sur la toiture peut être envisagé (lucarnes capucines, fenêtres en pignon, châssis de toiture du type « vélux »),
- les toitures terrasses sont interdites pour tout type de bâtiment,
- les terrassements importants et les talutages excessifs sont interdits. En terrain plat, la dalle du rez-de-chaussée ne doit pas être à plus de 0,80 mètre au-dessus du terrain naturel,
- les bâtiments agricoles doivent être au moins teintés dans des tons facilitant leur insertion dans l'environnement.

ARTICLE U 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE U 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE U 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S.



CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UE correspond aux parties du territoire situées en dehors du tissu bâti des deux villages.

Elle comprend les constructions et installations d'ordre industriel ou artisanal.

ARTICLE UE 01 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- les affouillements, exhaussements de sol et exploitations de carrières,
- l'aménagement de terrains de camping et de caravanage.

ARTICLE UE 02 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

1) RAPPEL

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

2) NE SONT ADMISES QUE LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL CI-APRES, sous réserves des conditions ci-après :

- les constructions et installations d'ordre industriel ou artisanal,
- les dépôts d'hydrocarbures destinés au fonctionnement des équipements collectifs, ils devront respecter la réglementation applicable aux installations classées, des dispositions seront prises pour limiter les risques de pollution et éviter la propagation,
- les constructions à usage d'habitation destinées à la surveillance des équipements collectifs,
- les bureaux nécessaires au fonctionnement des équipements collectifs,
- les constructions nécessaires à l'alimentation électrique des équipements.

ARTICLE UE 03 - ACCES ET VOIRIE

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans les conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qui y sont édifiés, notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

1) ACCES

Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers de ces voies et celle des personnes utilisant ces accès.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2) VOIRIE

La largeur d'emprise des voies nouvelles doit être au minimum de 8 mètres.

Les voies nouvelles en impasse doivent respecter les normes ci-dessus exprimées et comporter dans leur partie terminale une plate-forme d'évolution permettant aux véhicules des services collectifs de manœuvrer aisément.

ARTICLE UE 04 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1) ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable, conformément aux prescriptions techniques et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le branchement est à la charge du constructeur.

Les constructions qui ne peuvent être desservies en eau (activités grosses consommatrices d'eau) ne sont pas admises à moins que le constructeur ne réalise à sa charge les dispositifs techniques permettant de les raccorder au réseau d'eau existant.

2) ASSAINISSEMENT

La construction ou l'installation nouvelle doit être raccordée au système collectif d'assainissement et si ce n'est possible, elle doit être pourvue d'un système réglementaire conformément aux prescriptions sur les fosses septiques ou appareils équivalents, et évacués conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

ARTICLE UE 05 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 06 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

ARTICLE UE 07 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être édifiées à une distance des limites séparatives latérales au moins égale à la moitié de leur hauteur avec un minimum de 3 mètres.

Toutefois, les constructions dont la hauteur ne dépasse pas 4 mètres pourront s'implanter en limites séparatives.

ARTICLE UE 08 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 09 - EMPRISE AU SOL

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 11 - ASPECT EXTERIEUR

Conformément à l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme, les constructions doivent respecter en particulier les prescriptions suivantes :

- il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts,
- toutes les façades secondaires des bâtiments principaux et celles des constructions annexes doivent s'harmoniser avec les murs des façades principales.

ARTICLE UE 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE UE 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de règle.



TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES **AUX ZONES A URBANISER**



CHAPITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1 AU

CARACTERE DE LA ZONE

Elle correspond à l'urbanisation future sous forme d'opérations d'aménagement d'ensemble, à usage dominant d'habitation, sous réserve des conditions fixées à l'article 1 AU 02.

ARTICLE 1 AU 01 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les affouillements, exhaussements de sol et exploitations de carrières,
- l'aménagement de terrains de camping et de caravanning,
- les silos agricoles,
- les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1 AU 02 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

1) RAPPEL

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

2) NE SONT ADMISES QUE LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL CI-APRES :

- les ensembles de constructions et les lotissements à usage dominant d'habitation sous réserve des conditions fixées au présent article.

Les ensembles de constructions et les lotissements peuvent intégrer (sous réserve des conditions fixées au présent article) :

- les constructions à usage de commerce et de service,
- les bâtiments d'équipement collectif,
- les aires de stationnement.

3) TOUTEFOIS LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SUIVANTES NE SONT ADMISES QUE SI ELLES RESPECTENT LES CONDITIONS CI-APRES :

Les ensembles de constructions et les lotissements ne sont admis que si les équipements existants ou futurs sont suffisants, compte tenu des constructions projetées.

Ils ne sont en outre admis que s'ils peuvent s'intégrer à l'équipement d'ensemble du secteur et à condition que les constructions projetées permettent un aménagement harmonieux de l'ensemble du secteur en tenant compte des projets ultérieurs.

Toutefois, si les équipements existants à la périphérie de la zone n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone, l'ouverture à l'urbanisation de ces zones est subordonnée à une modification ou une révision du P.L.U. conformément aux dispositions de l'article R. 123-6 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 1 AU 03 - ACCES ET VOIRIE

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans les conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qui y sont édifiés, notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

1) ACCES

Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers de ces voies et celle des personnes utilisant ces accès.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2) VOIRIE

Tout terrain non desservi par une voie d'au moins 4 mètres de largeur d'emprise est réputé inconstructible.

La largeur de plate-forme des voies nouvelles sera au minimum de :

- 5 mètres pour la desserte de 4 à 10 logements,
- 6 mètres pour la desserte de plus de 10 logements.

ARTICLE 1 AU 04 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1) ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable, conformément aux prescriptions techniques et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le branchement est à la charge du constructeur.

Les constructions qui ne peuvent être desservies en eau (activités grosses consommatrices d'eau) ne sont pas admises à moins que le constructeur ne réalise à sa charge les dispositifs techniques permettant de les raccorder au réseau d'eau existant.

2) ASSAINISSEMENT

La construction ou l'installation nouvelle doit être raccordée au système collectif d'assainissement et si ce n'est possible, elle doit être pourvue d'un système réglementaire conformément aux prescriptions des textes en vigueur.

3) AUTRES RESEAUX

Pour les lotissements et ensembles de constructions, les câbles et branchements aux réseaux publics d'électricité (basse tension) et de téléphone, doivent être obligatoirement enterrés, à moins de contre indications techniques impératives.

ARTICLE 1 AU 05 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE 1 AU 06 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

ARTICLE 1 AU 07 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être édifiées :

- soit en ordre continu d'une limite séparative latérale de la parcelle à l'autre,
- soit sur une seule limite séparative latérale en observant, par rapport à la limite séparative latérale opposée, une distance au moins égale à la moitié de leur hauteur avec un minimum de 3 mètres,
- soit à une distance des limites séparatives latérales au moins égale à la moitié de leur hauteur avec un minimum de 3 mètres.

ARTICLE 1 AU 08 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Deux constructions non contiguës dont l'une au moins à usage d'habitation, implantées sur une même propriété, doivent respecter l'une par rapport à l'autre une distance au moins égale à 3 mètres.

ARTICLE 1 AU 09 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol maximale autorisée est de 50 % de la superficie de l'îlot de propriété.

ARTICLE 1 AU 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

En aucun cas, la hauteur d'une construction mesurée à partir du sol naturel, jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus, ne peut dépasser 10 mètres.

ARTICLE 1 AU 11 - ASPECT EXTERIEUR

Conformément à l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme, les constructions doivent respecter en particulier les prescriptions suivantes :

- il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts. Le traitement des façades des bâtiments principaux et des annexes doit présenter une certaine unité,
- les chiens assis ne sont pas autorisés mais un autre type d'ouverture sur la toiture peut être envisagé (lucarnes capucines, fenêtres en pignon, châssis de toiture du type « vélux »),
- les toitures terrasses sont interdites pour tout type de bâtiment,
- les terrassements importants et les talutages excessifs sont interdits. En terrain plat, la dalle du rez-de-chaussée ne doit pas être à plus de 0,80 mètre au-dessus du terrain naturel.

ARTICLE 1 AU 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, qui devra être assuré en dehors de voies publiques, est défini ci-après par fonction :

- pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé 1 place par logement.

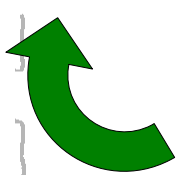
ARTICLE 1 AU 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE 1 AU 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S maximal est de 0,80.

Le C.O.S n'est pas applicable aux bâtiments scolaires, sanitaires ou hospitaliers, aux équipements d'infrastructure.



TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PROTEGEES



CHAPITRE V

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

CARACTERE DE LA ZONE

La zone A correspond aux activités agricoles, les constructions nécessaires à l'activité agricole y sont autorisées.

ARTICLE A 01 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1) RAPPEL

Les demandes de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés.

2) INTERDICTIONS

Sont notamment interdits :

- les caravanes isolées,
- les affouillements et exhaussements de sols prévus à l'article R 442-2 du Code de l'Urbanisme ainsi que les exploitations de carrières,
- l'aménagement de terrains de camping et de caravanning soumis à autorisation,
- les décharges.

ARTICLE A 02 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

1) RAPPEL

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant aux plans.

Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés soumis aux dispositions des articles L 311-1 et suivants du Code Forestier.

Dans les périmètres de protection des captages d'eau, les activités doivent être conformes avec la protection de la ressource en eau de la commune.

2) SONT ADMISES LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL CI-APRES :

- les constructions liées à l'activité agricole,
- les constructions liées à l'élevage de chiens
- les constructions à usage d'habitation nécessaires à l'activité agricole sous réserve des conditions fixées au paragraphe 3 ci-après,

- les installations classées compatibles avec le caractère agricole de la zone,
- l'extension des constructions existantes et leur reconstruction après sinistre,
- l'entretien et l'amélioration des constructions existantes,
- les ouvrages nécessaires aux équipements d'infrastructure et au fonctionnement des services publics R.F.F, E.D.F et R.T.E,
- les ouvrages et les constructions liés aux équipements collectifs, sportifs et de plein air,
- les ouvrages liés à la distribution de carburant automobile dans la mesure où les dispositions sont prises pour limiter la pollution et éviter la propagation.
- les implantations d'éoliennes dans le respect de la réglementation relative aux éoliennes

3) TOUTEFOIS LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SUIVANTES NE SONT ADMISES QUE SI ELLES RESPECTENT LES CONDITIONS CI-APRES :

- les constructions à usage d'habitation à condition d'être réalisées simultanément, ou postérieurement, avec la construction de bâtiments agricoles ou avec la construction de bâtiments autorisés au paragraphe 2,
- les silos agricoles sous réserve que leur implantation ou extension ne soient susceptibles de grever les terrains constructibles (à usage d'habitation ou d'activité) voisins, appartenant à des tiers, d'aucune servitude d'éloignement prévue par la réglementation des installations classées.

ARTICLE A 03 - ACCES ET VOIRIE

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans les conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles qui y sont édifiés, notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers de ces voies et celle des personnes utilisant ces accès.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

ARTICLE A 04 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1) ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Toute construction qui requiert une alimentation en eau doit être desservie en eau potable soit par le branchement au réseau collectif de distribution, soit par le puits particulier conformément à la réglementation en vigueur.

Le branchement est à la charge du constructeur.

2) ASSAINISSEMENT

Les eaux usées doivent être dirigées sur des fosses septiques ou appareils équivalents réglementaires, et évacués conformément aux prescriptions techniques des règles d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE A 05 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE A 06 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toute construction doit être implantée avec un recul par rapport aux voies. Le retrait est mesuré par rapport à l'axe des voies :

- 9 mètres de l'axe des voies communales,
- 15 mètres de l'axe des chemins départementaux,
- 25 mètres de l'axe des routes nationales et départementales.

Cette marge de recul par rapport aux voies ne s'applique pas aux constructions nécessaires au fonctionnement du service public de l'E.D.F, R.T.E et R.F.F.

Des isollements acoustiques contre le bruit doivent être prévus pour les constructions se situant dans les secteurs suivants :

- 300 mètres de part et d'autre de l'autoroute,
- 250 mètres de part et d'autre de la ligne SNCF de Chalons à Reims-Cérès.

ARTICLE A 07 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Toute construction doit observer par rapport à chacune des limites séparatives, une distance égale à la moitié de sa hauteur avec un minimum de 3 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

ARTICLE A 08 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété, devront être à une distance l'une de l'autre au moins égale à 6 mètres.

Cette distance est réduite de moitié pour les constructions en vis à vis ne comportant pas d'ouverture.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

ARTICLE A 09 - EMPRISE AU SOL

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE A 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Il n'est pas fixé de règle.

ARTICLE A 11 - ASPECT EXTERIEUR

En application de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme, les constructions doivent respecter en particulier les prescriptions suivantes :

- il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts. Le traitement des façades des bâtiments principaux et des annexes doit présenter une certaine unité,
- les chiens assis ne sont pas autorisés mais un autre type d'ouverture sur la toiture peut être envisagé (lucarnes capucines, fenêtres en pignon, châssis de toiture du type « vélux »),
- les toitures terrasses sont interdites pour tout type de bâtiment,
- les terrassements importants et les talutages excessifs sont interdits. En terrain plat, la dalle du rez-de-chaussée ne doit pas être à plus de 0,80 mètre au-dessus du terrain naturel,
- les bâtiments agricoles doivent être au moins teintés « dans des tons facilitant leur insertion dans l'environnement ».

ARTICLE A 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE A 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES A CONSERVER

Les terrains boisés classés à conserver qui figurent au plan, sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE A 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S maximum.



CHAPITRE VI

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE

La zone N est une zone naturelle comportant des terrains non équipés dont la faune, la flore et le paysage doivent faire l'objet d'une protection rigoureuse.

Elle comporte un secteur Nm correspondant à l'emprise du camp militaire de MOURMELON sur la commune de LIVRY-LOUVERCY ; les dispositions réglementaires applicables dans ce secteur sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

Elle comprend un secteur Ns où sont autorisées les installations légères à caractère sportif, de loisir et touristique, pouvant s'intégrer dans ce secteur naturel et ne nécessitant aucune construction tels que practice de golf, piste de patins à roulettes, club hippique (promenades), vélo cross, plan d'eau, et autres activités similaires.

ARTICLE N 01 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1) RAPPEL

Les demandes de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés.

2) INTERDICTIONS

Sont notamment interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement à l'exception de celles liées au traitement des eaux,
- les dépôts de véhicules prévus à l'article R 442-2 du Code de l'Urbanisme,
- l'aménagement de terrains de camping et de caravanning soumis à autorisation,
- les silos agricoles individuels et collectifs,
- les affouillements et exhaussements de sols.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLE N 02 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

1) RAPPEL

L'édification de clôtures est soumise à déclaration.

Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles R 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant aux plans.

2) NE SONT ADMISES QUE LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL CI-APRES :

- les aires de sports et de jeux de plein air ainsi que les aires de promenade,
- les équipements d'infrastructure liés à l'exploitation et au fonctionnement du service public E.D.F, R.T.E et R.F.F.
- les équipements d'infrastructure liés aux écoulements et aux traitements des eaux.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLES N 03 et N 04

Il n'est pas fixé de règle.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLE N 06 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toute construction ou installation doit être implantée avec un recul par rapport aux voies. Le retrait est mesuré par rapport à l'axe des voies :

- 9 mètres de l'axe des voies communales,
- 15 mètres de l'axe des chemins départementaux,
- 25 mètres de l'axe des routes nationales et départementales.

Cette marge de recul par rapport aux voies ne s'applique pas aux constructions nécessaires au fonctionnement du service public de l'E.D.F, R.T.E et R.F.F.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLE N 07 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Toute construction ou installation doit observer par rapport à chacune des limites séparatives, une distance égale à la moitié de sa hauteur avec un minimum de 3 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLES N 08 à N 12

Il n'est pas fixé de règle.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLE N 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES

Les espaces boisés classés à conserver qui figurent au plan, sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.

ARTICLE N 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S maximum.

Dans le secteur Nm,

Les dispositions applicables dans le secteur Nm sont celles du Règlement National d'Urbanisme.



ANNEXE

DISPOSITIONS DU CONSEIL GENERAL DE LA MARNE
PORTANT « REFONTE DU REGLEMENT GENERAL
SUR LA CONSERVATION ET LA SURVEILLANCE
DES ROUTES DEPARTEMENTALES »,
NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE REcul
D'IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES
ET EMPRISES PUBLIQUES (ART. 2.11) ET FIXANT LES
DISTANCES D'IMPLANTATION DES EOLIENNES
PAR RAPPORT AU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
DEPARTEMENTAL



Direction des Routes Départementales
Circonscription des Infrastructures
et du Patrimoine secteur Nord-Est

Nos réf. : RD / AM
N° 42/06

Tél. : 03.26.70.00.76
Fax : 03.26.70.09.21
Courriel : cipnordest@cg51.fr

Monsieur le Maire

De

51400 LIVRY LOUVERCY

Suippes, le 24 Mai 2006

Objet :

Révision simplifiée du PLU

P.J. :

- Copie délibération du Conseil Général de la Marne : 7 pages
- Extrait du règlement de voirie : 1 page

Monsieur le Maire,

J'accuse réception de votre dossier transmis en date du 16 mai 2006, relatif à la révision simplifiée du PLU de votre commune.

En réponse, je me permets de vous adresser mes remarques concernant le réseau routier départemental :

- La dénomination exacte de l'axe REIMS / BAR LE DUC est la route départementale 994 (RD 994) et non RN 394, cette voirie étant classée route à grande circulation.
- Il convient de préciser que pour toutes les zones jouxtant le domaine public routier départemental (RD 994 et RD 19), il faut se référer à l'arrêté du Président du Conseil Général de la Marne, en date du 25 novembre 2005, portant « refonte du règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales ». Ceci, notamment, en ce qui concerne le recul d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques (art. 2.11 : copie jointe).
- L'implantation des éoliennes, en zone A, devra se conformer à la réglementation en vigueur, et notamment le procès verbal de délibération du Conseil Général de la Marne, en date du 21 octobre 2004, fixant les distances d'implantation des éoliennes par rapport au domaine public routier départemental.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, et, vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

P / Le Chef de la Circonscription
Des Infrastructures et du Patrimoine
Le Contrôleur-Principal des T.P.E.

Reynald DEVYNCK

Le Département peut effectuer des plantations à l'intérieur de l'emprise du Domaine public départemental.

Il peut par voie de convention avec le propriétaire riverain, planter en limite du domaine privé, en mitoyenneté.

Les projets de plantations d'alignement feront l'objet d'une information en amont auprès des maires, des propriétaires et exploitants riverains.

La convention prévoira la répartition, à part égale, de l'entretien des plantations entre le Département et le propriétaire riverain.

Les riverains sont tenus de respecter les prescriptions inscrites à l'Article 3-18 - PLANTATIONS RIVERAINES

LA VOIRIE DEPARTEMENTALE ET LE CODE DE L'URBANISME

Article 2-9 - SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Conformément à l'article L122-6 du Code de l'Urbanisme, le Département demande à être consulté pour l'établissement ou la révision du schéma de cohérence territoriale.

Article L 122-6 du Code de l'Urbanisme.

Article 2-10 - PLANS LOCAUX D'URBANISME

Conformément à l'article L123-3 du Code de l'Urbanisme, le Département demande à être consulté pour l'établissement ou la révision des plans locaux d'urbanisme.

Article L 123-3 du Code de l'Urbanisme

Article 2-11 - IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES

Dans les zones urbanisées, en dehors des parties agglomérées des villes et bourgs, le permis de construire ne peut être accordé pour une construction destinée à l'habitation si elle doit être édifiée à moins de 35 m de l'axe des routes classées à grande circulation ; pour les constructions destinées à un autre usage, le recul est de 25 m de l'axe des voies classées à grande circulation.

*Art R111-5 et R111-6 du Code de l'Urbanisme
Schéma directeur départemental de la voirie marnaise 2020.*

Ces retraits ne sont pas applicables en agglomération telle qu'elle est matérialisée par les panneaux prévus au code de la route.

L'axe à considérer est celui de l'emprise totale de la voie, ce qui inclut, le cas échéant, le terre-plein central dont la largeur peut atteindre des dimensions égales ou supérieures au retrait réglementaire, autorisant alors la construction à l'alignement. Il en est autrement qu'en présence de terrains privés dans les deux sens. Dans ce cas seulement, chaque sens comporte un axe définissant le recul des constructions. Il est possible de fixer une marge de recul supérieure sur les territoires couverts par un plan d'occupation des sols seulement.

On peut considérer les recommandations du schéma directeur de voirie à savoir hors zones urbaines, cependant attention : toutes les voies à grande circulation ne sont pas des RDS.

- le permis de construire ne peut être accordé pour une construction destinée à l'habitation si elle doit être édifiée à moins de 35 m des voies appartenant au réseau départemental structurant « RDS » ; pour les constructions destinées à un autre usage, le recul est de 25 m de ces voies.
- Le permis de construire ne peut être accordé pour une construction destinée à l'habitation si elle doit être édifiée à moins de 25 m des voies appartenant au réseau départemental d'accompagnement cantonal « RDAC » ; pour les constructions destinées à un autre usage, le recul est de 20 m de ces voies.

II-2/2

Le 10 février 2000, la loi précise les modalités de versement qui sera payable d'avance et annuellement.

Aujourd'hui E.D.F., nous demande, en vertu du principe de non rétroactivité des actes administratifs et malgré la délibération du Conseil général en date du 22 octobre 2002, d'accepter la perception de la redevance à partir du 26 mars 2002 date de la sortie du décret d'application.

Si vous êtes favorable à cette demande, il nous appartiendra en application de l'article 2, de fixer cette redevance annuelle (P.R.) suivant l'équation suivante :

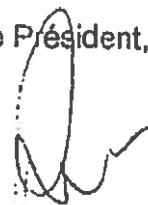
$P.R. = (0,0457P + 15245)$ Euros ; (P) étant la population du département.

Ainsi, le département pourrait inscrire en recette pour 2002, 30 806,97 euros et pour 2003, 41 733,18 euros.

L'ensemble de la commission vous propose d'accepter le rapport.

ADOpte À L'UNANIMITE.

Le Président,

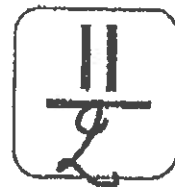


René-Paul SAVARY

ACTE REÇU LE
28 OCT. 2004
PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. P. C. L.

CONSEIL GENERAL DE LA MARNE

REUNIONS DU 20 AU 22 OCTOBRE 2004



OBJET : POLITIQUE DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

Rapport du Président

Direction des Infrastructures
et du Patrimoine

✓ Proposition du Rapport

DEPENSES

AP

CP 12 800 €

RECETTES

CP

✓ Financement du rapport

le financement de ce rapport a été
prévu au budget voté :

OUI : ☐

NON : ☐

En Partie : ☐

✓ Incidence sur la présente étape budgétaire :

Ce rapport a été intégré à la présente
étape budgétaire :

OUI : ☒

NON : ☐

✓ visa des finances : ☒

Pour assurer la sécurité routière et un usage collectif ou privatif du domaine public routier répondant à la demande des usagers et des riverains, il faut :

- garantir la spécificité de la signalisation routière ;
- protéger l'usager contre les sollicitations d'attention dangereuses pour la circulation (publicité « sauvage ») ;
- Sauvegarder l'intégrité du domaine public routier.

Ce dernier point ne peut être atteint que par le suivi du comportement des riverains et de l'utilisation normale et rationnelle du domaine public routier par les usagers et les tiers.

Les deux parties du présent rapport sont des illustrations spécifiques de la problématique de gestion de notre domaine routier départemental, sur lesquelles je vous invite à vous prononcer.

I. Implantation d'éolienne en bordure du domaine public routier départemental

La 1^{ère} partie du rapport a pour objet de vous soumettre les prescriptions en matière d'implantation d'éolienne qui pourront être appliquées en bordure du domaine public routier départemental.

Je vous rappelle que les dispositions de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie reprises dans la loi n°2003-590 du 02/07/03 Urbanisme et Habitat stipulent que :

- ❖ l'implantation d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent d'une hauteur supérieure ou égale à 12 mètres est subordonnée à l'obtention d'un permis de construire. La hauteur de l'installation est définie comme celle du mât de la nacelle de l'ouvrage, à l'exclusion de l'encombrement des pâtes.



- ❖ l'implantation d'une ou plusieurs installations produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dont la puissance installée totale sur un même site de production, au sens de l'article 10 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, excède 2,5 mégawatts, est subordonnée à la réalisation préalable d'une étude d'impact ou d'une notice d'impact et d'une enquête publique.
- ❖ l'exploitant d'une installation est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site à la fin de l'exploitation. Au cours de celle-ci, il constitue les garanties financières nécessaires dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat.
- ❖ afin de promouvoir un développement harmonieux de l'énergie éolienne, les régions peuvent mettre en place un schéma régional éolien, après avis des départements et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ce schéma indique les secteurs géographiques qui apparaissent les mieux adaptés à l'implantation d'installations produisant de l'électricité en utilisant l'énergie du vent.

La législation et les règlements ne prescrivent pas explicitement les règles d'implantation de ces éoliennes.

Des mesures de sécurité doivent être prises en attente de règles législatives et réglementaires d'implantation d'éoliennes en bordure de route départementale.

Aussi, je vous propose d'adopter les dispositions suivantes :

1) Au niveau du permis de construire :

a) Sont imposés 3 types de distance d'éloignement :

- *un périmètre immédiat*, égal à la hauteur maximale de l'éolienne, soit $L_1 = H + D/2$

(avec H : hauteur du mât de l'éolienne et D : diamètre du rotor) à l'intérieur duquel aucune personne ni aucun bien ne peut être exposé sauf raison professionnelle liée au fonctionnement de l'éolienne et à l'exploitation du terrain.

- **un périmètre rapproché**, égal à deux fois la hauteur maximale de l'éolienne, soit $L_2 = 2 (H + D/2)$ à l'intérieur duquel sont interdites toutes constructions (sauf celles nécessitées par l'exploitation des éoliennes) ainsi que toutes infrastructures de transports y compris de transport d'énergie (à l'exception de celles desservant les éoliennes). Ce périmètre dans lequel des dérogations devront être appréciées au cas par cas, vise à prévenir les risques liés à la projection de morceaux de pales. Une conception garantissant l'attache certaine des pales au rotor quelles que soient les conditions permettrait de s'affranchir de ce périmètre.
 - **un périmètre éloigné**, égal à 4 fois la hauteur maximale de l'éolienne, soit $L_3 = 4 (H + D/2)$ à l'intérieur duquel doit être élaborée une étude de sécurité adaptée prenant en compte tous les scénarios d'accident y compris celui de la ruine totale de l'éolienne. L'impact sur l'ensemble des activités ou constructions existantes, notamment sur les infrastructures de transports, les établissements recevant du public, les installations classées, les zones d'habitat etc. devra être évalué.
- b) Doit être produit par un tiers expert un certificat attestant des résultats d'une étude de solidité qui démontrent que les choix techniques réduisent au maximum les risques d'accident, étude accompagnant l'étude d'impact.
- 2) En ce qui concerne la construction et la réception de l'ouvrage, un tiers expert doit assurer un contrôle technique approfondi comportant notamment des vérifications statiques et dynamiques.
- 3) En ce qui concerne le suivi de l'exploitation de l'éolienne, l'exploitant s'engage à faire effectuer, par un tiers expert, des vérifications périodiques.

Les règles ci-dessus proposées s'inspirent de dispositions prises par la DDE du Pas-de-Calais.

En conséquence et pour pouvoir répondre aux demandes d'installation d'éoliennes reçues par nos circonscriptions, je vous remercie de délibérer sur l'application de ces règles d'implantation en bordure du domaine public routier départemental.

II. Modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des départements par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité.

Le principe du versement d'une redevance, au bénéfice des collectivités, pour l'occupation du domaine public par les réseaux de transport et de distribution de l'électricité avait été institué par la loi du 18 juin 1906, dite « loi sur les distributions d'énergie » ; Cette disposition étant par ailleurs confirmée par l'article unique de la loi n°53-661 du 1^{er} août 1953.

La loi n°2000-108 du 10 février 2000, relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité modifie, notamment, les modalités de versement des redevances qui, dorénavant, sont payables annuellement et par avance.

Par délibération en date du 22 octobre 2002, le Département de la Mame a décidé le principe de perception de cette redevance à partir de 2000 (date de promulgation de la loi n°2000-108 du 10 février 2000) en l'absence de date d'application fixée par le décret d'application n°2002-409 du 26 mars 2002. En vertu du principe de non-rétroactivité des actes administratifs, EDF sollicite du Conseil Général de la Mame, l'application de la redevance à partir de la date du décret d'application n°2002-409 du 26 mars 2002 et de rapporter notre décision du 22 octobre 2002.

Le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 a défini les modalités de calcul et de révision de la redevance annuelle. En application de l'article 2, l'assemblée départementale doit fixer cette redevance annuelle « PR » dans la limite du plafond défini par l'équation suivante :

$$PR = (0,0457 P + 15245) \text{ Euros}$$

dans laquelle :

P représente la population du département (sans double compte) telle qu'elle résulte du dernier recensement.

Pour l'année 2002, la redevance sera limitée à 9/12 du montant annuel.

En conséquence, je sou mets à votre appréciation les propositions du présent rapport concernant la perception de cette redevance pour occupation du domaine public départemental par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité.

Le Président
du Conseil Général

René-Paul SAVARY

Conseil Général de la Marne

Direction des Infrastructures et du Patrimoine

Service de la Gestion des Routes et du Matériel

**Redevances pour occupation du domaine public des départements
par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité.
Décret n°2002-409 du 26 mars 2002**

ANNEXE 1

CALCUL DES REDEVANCES

HYPOTHESE PLAFOND FIXEE PAR LE DECRET

❖ Redevance plafond: $PR = (0.0457 P + 15245)$ Euros

Où P représente la somme des populations sans double compte des communes du département telles qu'elles résultent du dernier recensement publié par l'INSEE.

❖ Calcul de la redevance au titre de l'année 2002 (année N) :

Le décret n°2002-49 du 26 mars 2002 ne prévoyant pas de date d'application, celle-ci est donc la date de parution au Journal Officiel. En conséquence, le versement au titre de 2002, en application du principe de non rétroactivité des actes administratifs, est égal au 9/12ème du montant annuel.

$P = 565\,229$ habitants selon le recensement INSEE de 1999.

$PR_{2002} = (0,0457 \times 565\,229 + 15245) \times 9/12$

Soit donc, un total de 30 806,97 euros pour l'année 2002.

❖ Calcul de la redevance au titre des années N + 1 :

La redevance mentionnée précédemment évolue au 1^{er} janvier de chaque année proportionnellement à l'évolution de l'index d'ingénierie, défini au Journal Officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin Officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des 12 derniers mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le coefficient d'ajustement est calculé selon la formule suivante :

$$C = \frac{ING(N+1)}{ING(N)}$$

Dans laquelle :

ING est la valeur de l'index ingénierie créé par le communiqué publié au Journal officiel du 1^{er} mars 1974

ING₀ est la valeur ING au 1^{er} janvier 2002, soit 673,9

ING_n est la valeur ING au premier janvier de l'année pour laquelle est calculée la redevance.

A titre indicatif,

- Cette redevance est une redevance globale applicable à toutes les occupations du domaine public départemental pour l'ensemble des exploitants. Cette redevance sera ensuite répartie entre ces derniers au prorata de la longueur des réseaux qu'ils exploitent respectivement.
- Les montants des redevances calculées pour les années 2002 et 2003 sont de :

REDEVANCE ANNUELLE	
2002	30 806,97 euros
2003	41 733,18 euros

Pour ces deux années, les redevances seront mises en recouvrement auprès d'Electricité de France.